



Daech sous perfusion : fin du cessez-le-feu ou défaite pour l'OTAN.

Par [Dominique Arias](#)

Mondialisation.ca, 13 avril 2016

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [SYRIE](#)

En biaisant ostensiblement l'information sur les causes, medias, analystes et stratèges occidentaux spéculent déjà sur des combats à venir entre l'armée syrienne, les Kurdes et l'ASL le long de la frontière syro-turque.

D'ores et déjà annoncés comme inévitables, ces combats pour le contrôle définitif de cette zone stratégique risquent de faire voler en éclats le fragile cessez-le-feu institué le 27 février par les autorités russes et américaines en préalable à la poursuite des pourparlers de paix entre le gouvernement syrien et les « rebelles », qui doivent reprendre à Genève à partir de mi-avril. Cette zone, dont les gouvernements US, turc et proches de l'OTAN réclamaient à cor et à cri la sanctuarisation au titre d'une « zone d'exclusion aérienne », puis d'un « corridor humanitaire », puis d'une « zone tampon neutre » où loger tous les réfugiés, n'est autre que le crucial point de passage des renforts, munitions, vivres et soins médicaux, vitaux pour Daech et les « terroristes modérés » soutenus par l'UE et les USA. Il en va semble-t-il de même au sud de la Syrie pour une autre importante zone de passage le long de la frontière qui sépare la Syrie d'Israël et de la Jordanie.

Pour la Syrie et la Russie, le contrôle de ces points de passage est indispensable pour le bouclage complet de Daech et son élimination. Pour les piliers de l'OTAN et leurs alliés, adversaires acharnés d'Assad, la perte de ces points de passage condamne toute leur stratégie. Pour les gouvernements occidentaux, une défaite aussi lourde de conséquences est absolument inenvisageable.

Dans les médias occidentaux, porte-paroles et représentants de l'ASL (OSDH et autres « responsables de l'opposition syrienne ») imposent leur éclairage : « à quelques jours de la reprise des négociations de paix à Genève, le cessez-le feu en Syrie est sur le point de s'effondrer », à cause d'Assad. Pour Bassma Kodmani, membre de la délégation du « Haut comité des négociations (HCN) de l'opposition syrienne » interviewé dans le *Journal du Dimanche*, une seule raison à cela : la reprise de « l'utilisation des barils d'explosifs » par les forces syriennes.

Autre prétexte cyniquement mis en avant par l'AFP et la presse française : le « partage du gâteau ». « Partant du principe que le plus fort sur le terrain impose ses conditions à la table des négociations, les protagonistes du conflit syrien se sont engagés dans une course de vitesse pour contrôler le maximum de territoires ». Là encore, peu de précisions sur les territoires en question et strictement aucune sur l'enjeu hautement stratégique qui leur est lié.

Selon *L'Express*, « Les différentes forces militaires en Syrie sont engagées dans une course de vitesse pour s'emparer d'un maximum de territoires sur le dos du groupe jihadiste État islamique (EI) et s'assurer des prés carrés si un système fédéral venait à être instauré ». Le vieil objectif US d'une balkanisation forcée du Proche-Orient est de retour sur le devant de la scène. « Les trois parties (régime, Kurdes, rebelles) sont engagées dans une course dont le but est de prendre la plus grosse part possible du gâteau, non seulement aux dépens de l'EI mais aussi, indirectement, aux dépens des autres protagonistes », estime Thomas Pierret, spécialiste de la Syrie et maître de conférence à l'Université d'Edimbourg.

Pour lui, si régime « s'empare de Palmyre, il pense à l'avantage que cela lui confèrera au niveau diplomatique dans des négociations (...). Et quand les rebelles avancent le long de la frontière turque, ce n'est pas seulement pour repousser la menace de l'EI, mais surtout pour empêcher les Kurdes d'avancer dans la région et pour se recréer une profondeur stratégique face à ces mêmes Kurdes et au régime ». Là encore, aucune précision sur l'enjeu stratégique majeur de cette zone particulière pour les Occidentaux et la Turquie, et pour leur objectif de déstabilisation permanente de la Syrie au moins jusqu'au départ d'Assad – mais sans doute bien au-delà, comme en Irak, en Libye ou en Afghanistan.

Contre toute attente, *L'Express* nous apprend en revanche que Daech (l'EI) « contrôle près de 40% du territoire [syrien] avec du pétrole, du gaz, du coton et une agriculture florissante ». C'est bien la première fois qu'on entend parler de quoi que ce soit d'économiquement florissant dans les zones sous contrôle de Daech, en dehors du trafic de matières premières, d'antiquités et autres biens spoliés revendus via la Turquie, la Jordanie ou Israël. Et d'ajouter : « il est très possible [que cette zone de Syrie encore sous contrôle de Daech] pousse régime et rebelles à s'affronter. « Je ne crois pas que Russes et Américains pourront éternellement empêcher leurs alliés de se battre entre eux », précise Romain Caillet.

Cette perspective est en effet hautement probable, *a fortiori* si c'est précisément ce que visent les USA depuis le début d'une trêve dont le seul intérêt était pour eux et leurs alliés d'offrir à leurs troupes un peu de repos et l'occasion de se repositionner, de redistribuer leurs effectifs dans les différentes factions engagées sur le terrain ou sanctuarisées hors des frontières de la Syrie, et de regonfler leurs stocks d'armes de vivres et de munitions avant le début de la seconde mi-temps.

En réalité, l'armée syrienne, toujours appuyée par l'aviation russe, continue inexorablement sa progression vers le centre du pays et resserre son étau sur Daech et les autres organisations répertoriées comme terroristes par l'ONU. Après Palmyre (dans la province de Homs) et Al-Qaryatayn (dans la province d'Alep), elle se prépare à marcher sur la riche province pétrolifère de Deir Ezzor, plus à l'est. Dans l'ensemble, ses adversaires tentent de faire diversion sur d'autres régions ou battent progressivement en retraite. Dans le sud (province de Deraa), les jihadistes du Front al-Nosra (branche syrienne d'Al-Qaïda), associés aux salafistes d'Ahrar al-Cham et à d'autres rebelles, auraient chassé de trois localités un groupe qui avait fait allégeance à Daech. Et dans le nord-est, l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS) avance elle aussi sur Deir Ezzor.

Mais c'est surtout au nord que la situation se corse. Sur la frontière syro-turque, le groupe d'opération Hawar Kilis – une coalition de formations rebelles soutenues par les USA et la Turquie incluant les divisions Sultan Murad, Faylaq al-Sham et Al-Moutasem – a revendiqué le 7 avril la prise d'une vingtaine de villages et de la ville d'Al-Rai, au nord d'Alep. Cette avancée s'inscrit depuis fin mars dans le cadre d'une vaste offensive des forces rebelles le

long de la frontière turque, avec le soutien crucial de la Turquie et des Etats-Unis. Jusqu'ici détenue par Daech, Al-Rai reste l'un des plus importants points de passage vers la Syrie pour les armes, les munitions et les renforts en provenance de Turquie, officiellement à destination des « rebelles modérés » mais dont Daech, Al-Qaïda et Al-Nusra ont vitalement besoin pour gagner du temps et ralentir au maximum l'avancée des forces régulières syriennes.

En soutien à cette offensive, la Turquie a notamment intensifié ses livraisons d'armes et son pilonnage transfrontalier sur les positions kurdes. Pour tenter de redorer l'image et la réputation de leur allié (et de l'OTAN), passablement ternie depuis la mise en évidence de la participation directe de la Turquie au trafic de pétrole qui faisait la fortune de Daech, les gouvernements anti-Assad à l'origine du conflit (Fr, US, UK) soutiennent chaleureusement le pilonnage « des positions de Daech » par la Turquie et son soutien actif aux rebelles. En réalité les autorités turques et leurs mentors poursuivent toujours le même objectif : empêcher par tous les moyens les forces syriennes et les kurdes de l'YPG de boucler complètement la frontière syro-turque et de la rendre étanche au trafic.

Aucune information n'a pu être confirmée concernant la participation directe des unités affiliées à Al Nosra dans cette opération sous patronage turco-américain mais il est notoire que « l'opposition modérée » au nord d'Alep intervient fréquemment au coude à coude avec les forces d'Al Nosra, et que les armes, vivres et munitions qui lui sont livrés parviennent aussi à Al Nosra. Au cours de cette offensive, l'artillerie des forces rebelles a ostensiblement pilonné le district de Sheikh Maqsood, au nord d'Alep, que contrôlent les YPG kurdes. Le 7 avril, ces tirs d'artillerie auraient notamment inclus des attaques chimiques, qui ont fait une dizaine de morts et une trentaine de blessés. Les milices des Forces démocratiques syriennes et les Unités de protection du peuple kurde (YPG) y sont actuellement en plein préparatifs de lancement d'une vaste offensive pour libérer la ville de Manbij, l'une des principales places fortes de Daech dans le nord-ouest de la Syrie, au carrefour de plusieurs routes principales vitales pour Daech, comme la M4.

Pour les Kurdes, les Russes et les forces syriennes, le bouclage de ces axes de ravitaillement et le contrôle de la province pétrolière de Deir Ezzor restent évidemment l'unique moyen de priver Daech de la majeure partie de ses moyens et de ses renforts et ravitaillements les plus vitaux. Pour la Turquie comme pour les USA, le contrôle de cette zone est le dernier moyen de garder les lignes de ravitaillement ouvertes et de saboter les pourparlers de paix en faisant sauter le cessez-le-feu au beau milieu des négociations. Pour la Turquie et les « piliers de l'OTAN » (Fr, US, UK) – qui ne peuvent renoncer au renversement du régime d'Assad, sous peine de sanctions internationales ou d'un discrédit phénoménal susceptible d'impacter lourdement leur position hégémonique sur le plan des relations et des décisions internationales – la reprise des combats entre le régime et l'ASL serait bien plus qu'une simple aubaine. Ce pourrait même être l'occasion de justifier *in extremis*, au forcing, une intervention directe de l'OTAN sur le terrain, Turquie en tête, au titre de la R2P (Responsabilité de Protéger, en l'occurrence les « forces démocratiques rebelles »), avalisée d'office par l'ONU, même contre l'avis de la Russie et de la Chine, en pariant sur l'incapacité de la Russie d'entrer en confrontation directe avec l'Otan pour simplement « sauver le régime d'Assad ».

L'article de *L'Express* laisse en réalité assez peu d'équivoque sur la question. Citant un chercheur français associé au Washington Institute, Fabrice Balanche, l'article revient sur l'option préconisée depuis le début des années 2000 par les stratèges US, à savoir le redécoupage ethnico-religieux du Proche-Orient comme meilleur moyen de barrer

définitivement la route à une renaissance du nationalisme arabe et à un rapprochement du bloc arabe, de la Russie, de la Chine et des autres pays associés aux Brics (Iran, Brésil, Inde, Afrique du Sud, etc.). « *En fait [explique le journal], pour le moment régime et opposition se disent opposés au fédéralisme et rejettent la proclamation en mars par les Kurdes d'une région fédérale dans le Nord. Mais leurs parrains, Washington et Moscou, à l'initiative d'une trêve instaurée depuis fin février entre régime et rebelles, n'y sont pas opposés* ». Pour Fabrice Balanche, cité en ce sens, « *les États-Unis et la Russie semblent d'accord pour le fédéralisme en Syrie [...] Une façon d'affaiblir Assad est de se ménager des zones d'influences respectives* ».

« *Il ne faut surtout pas que le régime et la Russie l'emportent en prenant Raqa* » explique L'Express. A l'appui de cette thèse, l'article cite finalement le porte-parole du Département d'État US, Mark Toner : « *Qui libérera Raqa le premier n'est pas encore d'actualité. Il y a beaucoup de combats difficiles* » ; et (sans le nommer) « un diplomate européen membre de la coalition internationale anti-EI menée par Washington » qui insiste : « *Pour nous, un point très important c'est Raqa. Si les Russes et le régime prennent la ville (...) cela démontrerait, pour être franc, qu'ils ont gagné la guerre et que l'opposition ne détient qu'une petite poche dans le nord* ».

Au vu des conséquences à moyen et long terme, l'enjeu va bien au-delà des seules frontières de la Syrie ou du prétendu « régime d'Assad ».

Dominique Arias

Dominique Arias est traducteur free-lancer pour Investigacion et Mondialisation.ca, et occasionnellement auteur de synthèses d'informations sur les mêmes sujets.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Dominique Arias](#), Mondialisation.ca, 2016

Articles Par : [Dominique Arias](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca